

JEAN-MARIE PAUGAM

Directeur général adjoint de l'OMC

Masood Ahmed, président du Center for Global Development, ancien directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI

Comment créer les conditions pour que les solutions deviennent des réalités ? Une question qui revient sur ce point est que nous passons de la mondialisation à la démondialisation ou à une forme de remondialisation. Jean-Marie Paugam, vous travaillez à l'OMC, vous avez étudié ces questions. Vous êtes au centre de ces interrogations. Pouvez-vous nous livrer votre opinion sur ce qui se passe réellement dans cette phase ? Que nous disent les faits et comment envisagez-vous le processus pour l'avenir ?

Jean-Marie Paugam

Merci Masood, et bonjour à tous. Pour votre première question, à savoir ce que nous constatons, il n'y a pas vraiment de démondialisation dans les chiffres, en tout cas dans les chiffres du commerce. Je laisse de côté les investissements et la finance. Bien sûr, nous avons vu des tendances, comme l'apparent ralentissement du taux d'ouverture, c'est-à-dire les échanges mondiaux rapportés au PIB. Cela peut s'expliquer par de nombreux phénomènes statistiques, comme les variations dans le prix des marchandises et la composition du PIB, qui repose plus sur les services, alors que les échanges mondiaux reposent sur les marchandises. Il n'y a par conséquent pas vraiment d'impression d'un recul structurel de la mondialisation en ce qui concerne les échanges. Il y a également un ralentissement du commerce dans la deuxième moitié de la décennie qui est sans doute dû à la maturation du développement des chaînes de valeur. Nous avons atteint une sorte de plateau. Cependant, sur ce point également, nous ne voyons pas cela comme un recul annonçant une diminution de la part des échanges internationaux dans le PIB.

Ce qui se passe c'est qu'il y a de nouvelles forces qui vont façonner cette mondialisation et probablement la rendre plus complexe, générant plus de coûts de transactions pour les entreprises et les gouvernements. Trois de ces forces sont vraiment claires. La première est bien sûr le retour de ce que l'on appelle généralement les politiques stratégiques d'échange, qui concernent la politique industrielle. C'est à présent très bien documenté. Nous voyons de nombreuses augmentations de l'intervention étatique visant à créer des avantages concurrentiels, tels que le CHIPS and Science Act et l'Inflation Reduction Act aux États-Unis et les projets importants d'intérêt européen commun (PIIEC). Il y a aussi la stratégie China 2025, et le Japon possède également quelque chose de similaire. C'est un fait très bien documenté à l'OCDE qu'a minima le niveau des subventions gouvernementales augmente.

La deuxième force est ce que j'appellerais, de façon plutôt neutre, les politiques de découplage, qui impliquent un grand nombre de manœuvres politiques, depuis les situations les plus dramatiques de guerres et de sanctions, jusqu'à la guerre commerciale que le Président Trump a lancé contre la Chine, en passant par les concepts plus doux comme l'autonomie ouverte stratégique au sein de l'UE. Nous ne savons pas exactement ce qui se joue sur ce point, mais il y a l'idée que la politique va jouer un grand rôle dans la conception du marché mondial. Si vous prenez par exemple les sanctions, ce n'était pas vraiment un problème systémique quand elles s'adressaient à des petites économies, si je peux me permettre de les qualifier ainsi par rapport à leur poids mondial, mais quand il s'agit de la 11ème économie du monde, la Russie, alors nous entrevoyons le début d'un impact à l'échelle de la planète. Sur ce même point, il y a eu récemment à Bruxelles un forum sur les contrôles à l'export, et les chiffres étaient stupéfiants car, par exemple, pour le Royaume-Uni, nous sommes à 97 % d'exports en moins vers la Russie, et les chiffres pour l'UE sont très proches. Ce découplage, par conséquent, est une tendance récente. Nous avons modelé ça à l'OMC, en imaginant un monde séparé en deux blocs comme par le passé. Selon nos économistes, cela signifierait une réduction de 5 % du PIB total à long terme.

La troisième force c'est bien sûr la décarbonisation. Nous savons que lorsqu'il s'agit de stratégies nettes-zéro, différents pays et acteurs adoptent des stratégies différentes. Par exemple, l'UE a choisi un marché, un échange de permis d'émission, pour mettre un prix sur le carbone. D'autres choisissent les taxes. D'autres se dirigent vers la régulation, comme les États-Unis. Par conséquent, il n'y a pas d'équivalence ou de forme de reconnaissance mutuelle entre ces systèmes, et c'est encore pire lorsque l'on essaie de mesurer le carbone. Prenez simplement le secteur de l'acier, qui représente plus ou moins 8 % des émissions mondiales, vous trouverez dans le monde plus de 20 standards de mesure du carbone.

Ce sont donc là les tendances qui vont compliquer la situation. Est-ce que les institutions en charge de la coopération internationale sont capables de gérer ces changements ? Nous avons une situation mixte. D'un côté, les principes fondamentaux qui régissent le système d'échange mondial jouissent d'un fort capital. Ces principes sont la transparence, la bonne foi et la non-discrimination, et il n'y a pas de rejet substantiel de ces principes. Même dans les pires situations, comme celle que nous avons connu avec l'administration Trump, personne n'a quitté l'OMC. Par conséquent, nous ne voyons pas vraiment de désaccord sur le fait que l'on peut coopérer sur cette base, et en vérité nous avons même eu quelques victoires cette année, comme notre 12ème conférence ministérielle, sur laquelle je vais peut-être revenir.

De l'autre côté, nous sommes confrontés à plusieurs tendances que toutes les institutions doivent gérer. La première est bien évidemment la divergence de valeurs et de systèmes gouvernementaux, qui se traduit par des difficultés de négociations. La deuxième concerne la gestion des biens communs et l'héritage de ces biens communs. C'est l'énorme débat sur le changement climatique. Cependant, à l'OMC nous avons également géré une situation similaire dans les négociations sur la pêche quand nous avons voulu interdire les subventions qui encourageaient la pêche excessive. Les pays en cours de développement nous disaient : « Pourquoi est-ce que je devrais limiter le développement de ma pêche alors qu'historiquement vous avez pillé les réserves de poissons ? » Ces problèmes d'héritage compliquent les négociations et sont très difficiles à gérer. Bien sûr, il y a également une

différence de capacité pour gérer les nouvelles tendances de décarbonisation et numérisation.

Donc je pense que nous allons devoir avancer par à-coups. Nous parviendrons à conclure certains accords et remporteront certaines victoires dans des situations d'urgence. Par exemple, pour gérer la crise alimentaire aujourd'hui, je pense, si je regarde le verre à moitié plein, que la réponse des institutions mondiales est plutôt raisonnable et, dans une certaine mesure, efficace. Je ne dis pas que nous sommes sortis d'affaire, c'est une situation difficile, mais il y a une réponse. Dans de nombreux cas, nous serons face à des impasses sur des problèmes essentiels, donc il faudra les gérer au coup par coup, mais tout n'est pas à jeter, loin de là.

Masood Ahmed

Merci beaucoup. Merci d'avoir évoqué les tendances et d'avoir posé cette question, à laquelle je pense que nous allons revenir, peut-être même dans le prochain panel, qui est de savoir si ces institutions, qui ont été créées pour certaines il y a 75 ou 80 ans, sont capables de gérer les tendances et problèmes auxquels elles font face aujourd'hui ? En outre, est-ce que les principaux actionnaires et membres de ces institutions ont toujours confiance en elles ? Car je trouve assez intéressant d'observer que tous les directeurs d'institutions sont très occupés à se défendre de plus en plus contre leurs propres actionnaires qui eux sont très occupés à critiquer ce qu'ils font, et c'est une situation difficile.